

TENDANCES SOCIO ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

N°20 - DÉCEMBRE 2024



Cette lettre est le fruit d'une collaboration entre l'Antenne Isère d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (Pôle Intelligence Économique et Territoriale) et le Département de l'Isère (Direction des Solidarités et Direction de la Performance et Modernisation du service au public).

Bi-annuelle, elle vise à résumer les principales tendances socio-économiques du département.

À RETENIR

En France : une faible croissance

En Isère : une stabilité de l'emploi, une légère baisse du chômage, une hausse des allocataires du RSA

Les tendances générales	2
L'emploi salarié	3
Les difficultés et créations d'entreprises	4
Le chômage	5
Le Revenu de Solidarité Active (RSA)	6
L'économie de proximité	7
Zoom sur... l'hydroélectricité	8

Premier semestre 2024 | Un bilan contrasté

Dans un contexte global incertain, le département de l'Isère se maintient au regard d'un certain nombre d'indicateurs. Ainsi, le taux de chômage est en légère baisse et l'emploi salarié reste stable, bien que des secteurs comme la construction et l'intérim subissent des pertes.

L'économie de proximité et le tourisme présentent un bilan globalement satisfaisant. Les créations d'entreprises, portées par les micro-entrepreneurs, sont en hausse.

En revanche, d'autres indicateurs sont source d'inquiétudes : le nombre d'allocataires du RSA repart à la hausse, les défaillances d'entreprises augmentent et la croissance économique demeure faible.

Enfin, le zoom de cette vingtième note de tendances socio-économiques met en avant la filière hydroélectrique qui est en fort développement dans les Alpes.

Maintien d'une faible croissance

INTERNATIONAL | Un ralentissement de la croissance et un recul de l'inflation

Selon le FMI, la croissance mondiale se maintiendrait à +3,2% en 2024, au même rythme qu'en 2023, en deçà du niveau d'avant Covid. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB atteindrait +2,8% en 2024, bénéficiant de puissants soutiens publics.

En zone euro, l'activité a commencé à se redresser au 1^{er} semestre 2024, après 5 trimestres de stagnation, mais elle reste peu dynamique (+0,8 % en 2024). Cette reprise est portée par le commerce extérieur, alors que la demande intérieure reste atone. Dans un contexte de ralentissement de l'inflation (+1,8 % en septembre), la Banque Centrale Européenne a abaissé ses taux directeurs en juillet, en septembre, puis de nouveau en octobre 2024.

FRANCE | Une croissance au 3^e trimestre 2024 stimulée par les JO

Au 3^e trimestre 2024, la croissance du PIB est estimée à +0,4 %, après +0,2 % au trimestre précédent. Cette reprise est pour environ la moitié stimulée par les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. L'acquis de croissance pour l'année 2024 se situe à +1,1% (comme en 2023).

La faible évolution de l'activité française résulte de mouvements contrastés. En positif, la consommation des ménages retrouve un peu de vigueur (+0,5 %) et la demande publique continue sa progression (+0,5 %). En négatif, la baisse de l'investissement des entreprises se poursuit (-1,4 %), tout comme celle des ménages (-0,9%). Les flux d'importations reculent plus vite que les flux d'exportations, la contribution du commerce extérieur est donc positive.

En France, le taux d'inflation annuel est tombé à +1,2% en octobre 2024.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Un faible niveau d'activité dans le bâtiment

Selon l'enquête de la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, en octobre 2024, la production industrielle reste bien orientée mais de façon inégale selon les secteurs. Le taux d'utilisation des capacités de production se situe toujours à un niveau historiquement bas. Les carnets de commande restent dégradés, avec une faible visibilité à court terme.

Les services marchands sont restés dynamiques en région.

L'activité dans le bâtiment reste à des niveaux bas, malgré la légère amélioration des conditions de financement. Au niveau régional, la CERC* enregistre une baisse d'activité de la construction neuve (-15,7 % sur les 12 derniers mois à fin septembre 2024). Parallèlement, la croissance de l'activité entretien-rénovation continue de ralentir (+1,1% en volume).

À RETENIR

Projection de croissance en 2024
Monde +3,2%
Zone euro +0,8%
France +1,1%

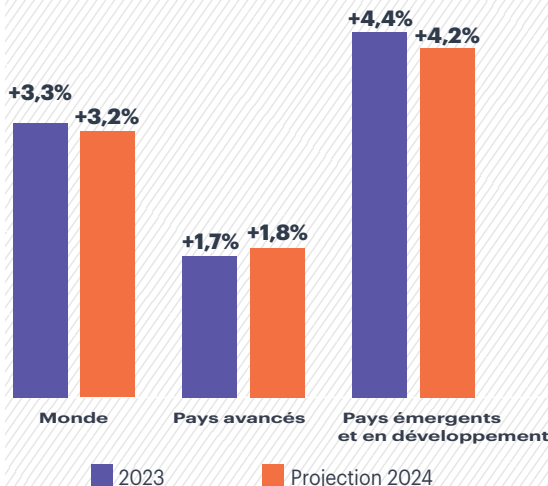
Sources :

FMI, Eurostat, Insee, Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, *CERC (observatoire régional de la filière construction)

Pour aller plus loin :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8277969>
<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales>
<https://www.cercara.fr/pole/conjoncture/>

Projections de croissance du PIB

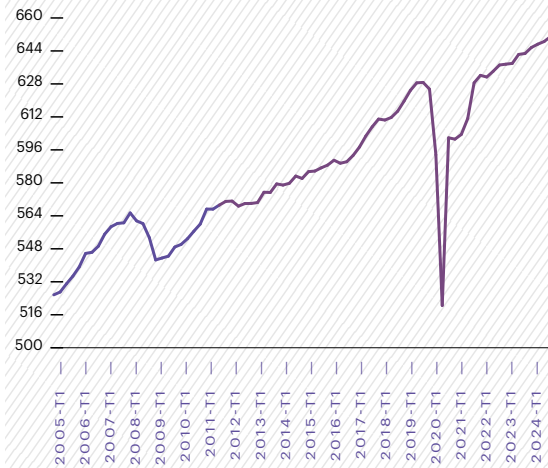


Source : FMI prévisions octobre 2024

Évolution du PIB en France en volume

(en milliards d'euros)

3^e trimestre 2024 : 650,9 Mds €



Source : Insee

Évolution des principales composantes du PIB au 2^e et 3^e trimestre 2024

	2024 T2	2024 T3
PIB	+0,2%	+0,4%
Consommation des ménages	0%	+0,5%
Production totale	+0,3%	+0,4%
Investissement	-0,1%	+0,8%
Commerce extérieur	+0,2 point	+0,1 point

Source : Insee

Une stabilité au 1^{er} semestre 2024

ÉVOLUTION | En baisse au 2^e trimestre 2024

Fin juin 2024, l'Isère compte 377 060 emplois salariés dans le secteur privé, dont 69% dans les activités tertiaires (y compris 5% d'intérim), 23% dans l'industrie et 8% dans la construction.

Après un fort ralentissement en 2023 qui se prolonge au 1^{er} trimestre 2024 (+0,4%), l'emploi diminue au 2^e trimestre (-0,4%). Au total sur le 1^{er} semestre, l'emploi est stable en Isère, comme en région (+0,1%) ou en France (+0,2%).

En Auvergne-Rhône-Alpes, la majorité des départements perdent des emplois sur cette période. A l'inverse, le Puy-de-Dôme et le Rhône se démarquent par une tendance qui reste positive, la Métropole de Lyon continuant à bénéficier d'une croissance remarquable.

ACTIVITÉS | Des pertes importantes dans la construction et l'intérim

Sur le 1^{er} semestre 2024, les nombreuses suppressions de postes dans l'intérim et dans la construction sont compensées par la hausse dans l'industrie et le secteur tertiaire.

L'industrie iséroise, qui compte 86 760 salariés, connaît une faible croissance sur le 1^{er} semestre 2024 (+200 emplois). Le ralentissement au niveau départemental est conforme à l'évolution régionale et nationale (+0,2%). A partir du 3^e trimestre 2024, les difficultés de certaines entreprises pourraient présager d'un coup d'arrêt de la dynamique industrielle de ces dernières années.

Le commerce et les services (hors intérim) totalisent 243 100 salariés fin juin 2024. Dans ces activités, l'emploi subit un fort ralentissement au cours du 1^{er} semestre 2024 (+0,3% soit + 600), à un rythme inférieur à la tendance régionale ou nationale (+0,4% et +0,5%). Plus précisément, une dégradation apparaît au 2^e trimestre 2024.

La construction traverse une crise liée à une chute drastique de l'activité. La forte réduction des emplois permanents enregistrée en 2023 se prolonge sur le 1^{er} semestre 2024, mais de façon moins importante (-170 emplois). Contrairement à 2023, la baisse iséroise (-0,6%) est inférieure à l'évolution régionale ou nationale (-1,1%).

L'emploi intérimaire est une variable d'ajustement pour les entreprises. Orienté à la baisse dès le 1^{er} trimestre 2023, son recul se poursuit sur les 6 premiers mois de l'année 2024, avec la suppression de 840 postes intérimaires (-4,9% en Isère contre -2,7% en France). En Isère, 33% des intérimaires travaillent dans l'industrie, 20% dans le transport entreposage et 18% dans la construction.

À RETENIR

Une baisse de 840 postes intérimaires entre le 4^e trimestre 2023 et le 2^e trimestre 2024

Sources : Urssaf, Dares (intérim)

Les données trimestrielles sont des effectifs salariés privés en fin de trimestre.

Précision :

Le champ de l'Acosso-Urssaf couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité Sociale Agricole. Les données du dernier trimestre sont provisoires.

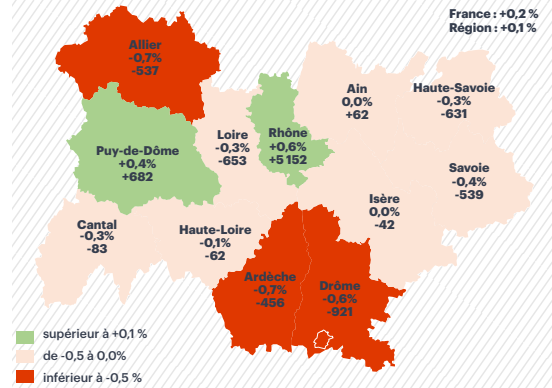
Intérimaire en Equivalent-emplois à temps plein sur le trimestre (ETP) : mesure un volume de travail en intérim au cours du trimestre, qui se différencie du nombre d'intérimaires en fin de trimestre. Cette mesure tient compte du nombre de jours travaillés, mais elle ne prend pas en compte le volume horaire effectué.

Pour aller plus loin :

<https://www.urssaf.org/accueil/statistiques/nos-etudes-et-analyses/employeurs.html#toutes-les-publications>

[DREETS Auvergne-Rhône-Alpes, Evolution trimestrielle des ETP intérimaires par secteur d'activité - données CVS](#)

Évolution de l'emploi salarié privé entre le 4^e trimestre 2023 et le 2^e trimestre 2024



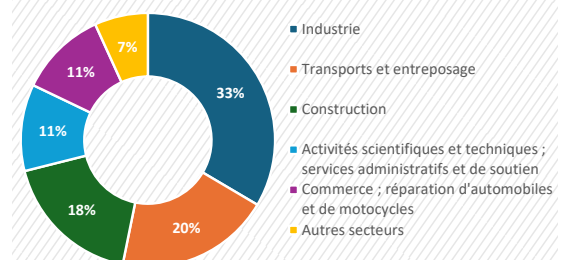
Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS

Isère : évolution de l'emploi salarié privé par activité aux 1^{er} et 2^e trimestres 2024

	Emploi au 2 ^e trimestre 2024	Évol. au 1 ^{er} trim. 2024	Évol. au 2 ^e trim. 2024
Industrie	86 760	+0,2%	+0,0%
Construction	31 010	-0,1%	-0,5%
Commerce et services hors intérim	243 090	+0,8%	-0,5%
Intérim	16 200	-3,7%	-1,3%
Total emploi salarié privé	377 060	+0,4%	-0,4%
Total hors intérim	360 860	+0,6%	-0,4%

Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS, Dares (intérim)

Isère : répartition des ETP intérimaires par secteurs au 2^e trimestre 2024



Source : Dares, Dreets Auvergne-Rhône-Alpes

Les difficultés se multiplient

DÉFAILLANCE | En hausse

Entre août 2023 et juillet 2024, 1 191 défaillances ont été enregistrées en Isère, en hausse de +16 % par rapport à l'année précédente (+27 % en Auvergne-Rhône-Alpes et +26 % en France). Cette hausse intervient après une chute des défaillances pendant la période covid (2020-2021). Le niveau de défaillances se situe en-deçà de la moyenne enregistrée au cours de la décennie 2010-2019 (1 234 défaillances).

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE | En hausse

De janvier à fin octobre 2024, 1 849 licenciements économiques ont été enregistrés en Isère, contre 1 735 en 2023 (+7%). Cette hausse s'explique par la forte augmentation dans le cadre des PSE (533, + 62 %), tandis que le nombre hors PSE diminue légèrement (1 316, - 6%).

Le secteur le plus impacté est celui des services, avec 46 % des licenciements économiques. Suivent le secteur du commerce (23%), de l'industrie (18%), et de la construction (14%).

Sur la période de janvier à octobre, ce sont les secteurs de l'industrie (330, +35 %) et du commerce (417, +34 %) qui connaissent les plus fortes hausses.

Si la majorité des licenciements ont lieu dans des entreprises de moins de 50 salariés (67 %), c'est du côté de celles de plus de 50 salariés que l'augmentation se situe (615, +76%).

ACTIVITÉ PARTIELLE | En baisse

Sur l'année glissante d'octobre 2023 à septembre 2024, 235 000 heures ont été indemnisées, contre 391 000 l'année précédente. Pour la période récente, 30 % de l'indemnisation porte sur de l'activité partielle de longue durée (APLD) contre 44 % sur la période précédente.

CRÉATIONS D'ENTREPRISES | Une hausse portée par les micro-entrepreneurs

Sur les 3 premiers trimestres de l'année, l'Isère a enregistré 14 910 créations d'entreprises, dont 68 % de micro-entrepreneurs.

Sur la période de janvier à septembre, les créations ont augmenté de 5,1 % par rapport à 2022*, comme en région et en France. En Isère, cette hausse a été portée uniquement par les micro-entrepreneurs (+9 %), le nombre d'entreprises individuelles et de sociétés ayant diminué (-1% et -3%).

**Précision* : les données n'étant pas fiabilisées pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), les évolutions 2024 seront calculées par rapport à 2022.

À RETENIR

1 191 défaillances sur un an

14 910 créations d'entreprises de janvier à septembre 2024

Sources : Défaillances d'entreprises : Banque de France Fiben

Licenciements économiques et activité partielle : Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) Isère

Définition : La **défaillance** est qualifiée par l'ouverture d'une procédure collective donnant lieu au dépôt d'une déclaration de cessation de paiement. Il s'agit donc des redressements et liquidations judiciaires.

PSE : plan de sauvegarde de l'emploi

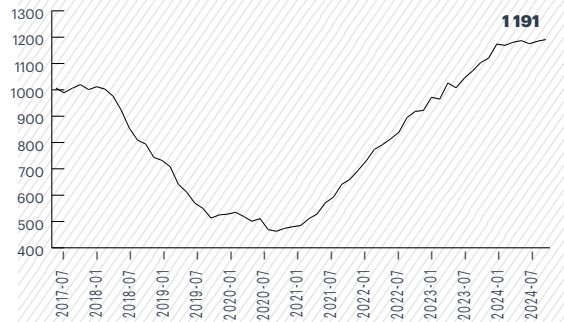
L'**activité partielle** de droit commun (APDC) est un dispositif qui permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge par l'État tout ou partie du coût de la rémunération du salarié.

L'**activité partielle de longue durée** (APLD) a été mise en place pour aider les entreprises à faire face à l'impact de la crise sanitaire COVID-19 et des crises qui lui ont succédé.

Sources : Insee REE Sirene, activités marchandes hors agriculture données brutes

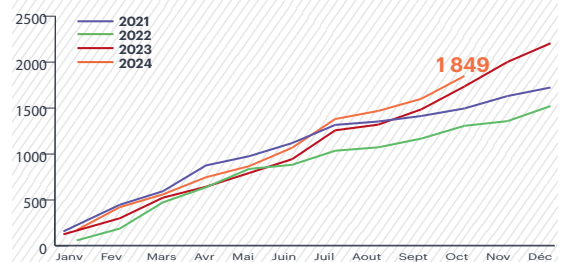
Pour aller plus loin : <https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/micro-entreprise-regime-auto-entrepreneur/comparaison-dautres-regimes/comparaison-1>

Évolution des défaillances d'entreprises en cumul annuel



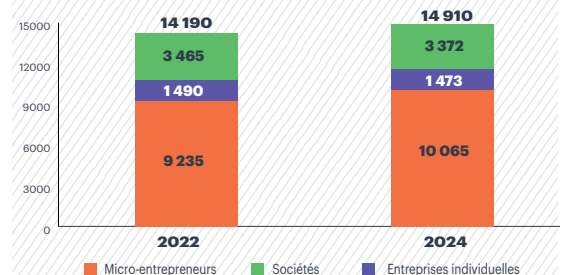
Source : Banque de France, FIBEN

Évolution du nombre de licenciements économiques cumulés depuis 2021



Source : DDETS 38

Isère : nombre et répartition de créations d'entreprises (de janvier à septembre)



Source : Insee REE Sirene, données brutes

Définition : un micro-entrepreneur ne peut dépasser un certain seuil de CA (188.700 € pour les activités de vente et d'hébergement, et de 77.700 € pour les prestataires de services et professions libérales).

Très légère baisse au 1^{er} semestre 2024

TAUX DE CHÔMAGE | Une quasi stabilité

Au 2^e trimestre 2024, le taux de chômage départemental (6,0 %) est quasi stable, après trois trimestres à 6,1 %.

Le taux de chômage de l'Isère est resté inférieur à ceux de la région (6,3 %) et de la France métropolitaine (7,1 %). Le département se positionne dans le premier quart de tous les départements de France.

Taux de chômage par zone d'emploi :

- Vienne-Annonay¹ (7,1 %) Bourgoin (6,1 %) et Voiron (5,1%) enregistrent une baisse similaire de -0,2 point de leur taux de chômage entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2024,
- Grenoble (6,2 %) bénéficie également d'un recul du niveau de chômage mais de moindre ampleur (-0,1 point).

DEMANDEURS D'EMPLOI | Une évolution contrastée entre la catégorie A et les catégories BC

Au 2^e trimestre 2024, le département comptait 86 680 demandeurs d'emploi dont 54 % sans activité (en catégorie A) et 46 % en activité réduite (en catégorie BC).

Au cours des six premiers mois de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC a légèrement baissé de -0,2%, une évolution conforme à la moyenne nationale, alors qu'en région il a légèrement augmenté (+0,2 %). Cette évolution globale ne doit pas masquer les contrastes de la demande d'emploi.

La baisse concerne exclusivement les demandeurs d'emploi sans aucune activité (cat. A) tandis que la demande d'emploi avec activité réduite (catégories BC) est en augmentation (+0,6%, +200 personnes).

Toutes catégories confondues, les jeunes profitent de cette évolution favorable, les seniors sont en revanche plus nombreux à être inscrits à France Travail. Enfin le chômage de longue durée est en hausse sur le 1^{er} semestre 2024 (+0,4 %) alors qu'il est stable en France.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'Isère fait partie des quatre départements bénéficiant d'une légère baisse du chômage tandis que la moitié des départements enregistre une hausse.

Au 3^e trimestre 2024, la tendance se confirme : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC baisse de -0,1% avec une évolution contraire entre la catégorie A (-0,4%) et les catégories BC (+0,2%).

À RETENIR

Au 1^{er} semestre 2024 : une baisse de **420** demandeurs d'emploi cat. A
Taux de chômage : **6,0%**

Sources : Insee, Pôle emploi, Dreets - Les données trimestrielles des demandeurs d'emplois sont une moyenne sur le trimestre

¹La ZE de Vienne-Annonay couvre 5 départements (147 communes dont 46 en Isère).

Définitions :

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Le calcul de ce taux s'appuie sur les critères stricts du B.I.T. : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui remplit trois critères : « ne pas avoir eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence », « être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir » et « avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ».

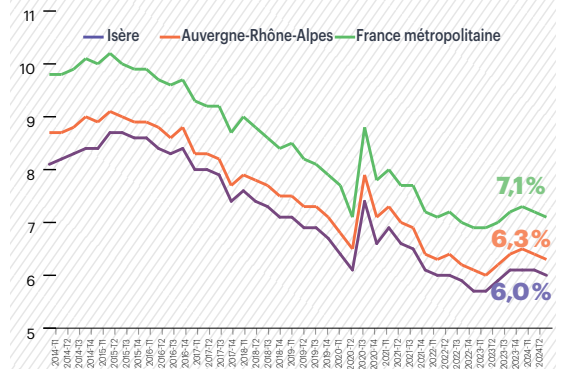
Les catégories de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.
- BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.
- Longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus d'un an.
- Très longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus de deux ans.

Pour aller plus loin :

<https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/>

Évolution trimestrielle du taux de chômage au sens du BIT sur 10 ans



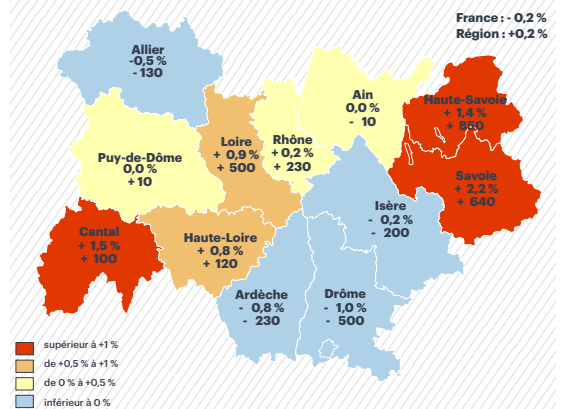
Source : Insee

Évolution des DEFM cat. ABC entre le 4^e trimestre 2023 et le 2^e trimestre 2024

	2 ^e trimestre 2024	Évolution au 1 ^{er} semestre 2024		
		Isère	Région	France
DEFM Cat. ABC	86 680	-0,2%	+0,2%	-0,2%
Cat. A	46 800	-0,9%	-0,5%	-0,5%
Cat. BC	39 880	+0,6%	+1,1%	+0,3%
Moins de 25 ans	11 290	-0,6%	-0,2%	-0,4%
Plus de 50 ans	22 700	+0,2%	+0,3%	-0,1%
Longue durée (1 an et plus)	35 200	+0,4%	+0,2%	-0,0%

Source : France Travail, Dreets, Données CVS-CJO

Évolution des DEFM cat. ABC entre le 4^e trimestre 2023 et le 2^e trimestre 2024



Source : France Travail, Dreets, Données CVS-CJO

Une hausse des allocataires

RSA | 4,2% des Isérois sont allocataires du RSA

Au 30 juin 2024, 21 438 foyers étaient allocataires du RSA en Isère. En tenant compte des conjoints, des enfants et des autres personnes à charge, près de 44 000 Isérois sont concernés, soit 4,2% des Isérois de moins de 65 ans.

La situation reste contrastée sur les territoires isérois¹, avec une plus forte concentration d'allocataires du RSA sur les territoires urbains : l'agglomération grenobloise (5,7%), la Porte des Alpes et l'Isère Rhodanienne (5%). Les taux de couverture les plus faibles se situent au sein des territoires du Grésivaudan (1,7%), du Haut-Rhône Dauphinois (2,3%) et de la Bièvre (2,4%).

ÉVOLUTION | Un nombre d'allocataires qui repart à la hausse fin 2023

Le début de l'année 2024 marque une inversion de tendance. Après un pic lié à la crise sanitaire, puis trois ans de baisse quasi ininterrompue, le nombre d'allocataires repart à la hausse au dernier trimestre 2023. Ainsi, entre juin 2023 et juin 2024, 350 foyers allocataires supplémentaires sont enregistrés sur le département, soit une augmentation de 1,6% (contre respectivement +0,5% et -1,3% aux niveaux régional et national). Cette hausse est particulièrement marquée pour les moins de 30 ans et les personnes isolées qui enregistrent des hausses respectives de +2,5% et +2,6%.

Sur cette même période, à l'instar des années précédentes, les situations sur les territoires isérois¹ sont contrastées.

Le territoire du Sud Grésivaudan enregistre une baisse de -8,2%. À l'opposé, les territoires des Vals du Dauphiné, de la Porte des Alpes et du Grésivaudan affichent des hausses entre +5 et +6%. Le Haut-Rhône Dauphinois et l'Isère Rhodanienne se situent aux alentours de +3%. L'Agglomération Grenobloise et le Voironnais Chartreux enregistrent eux une hausse inférieure à +1%.

Des modifications à venir pour les allocataires du RSA en 2025

Dans le cadre de la loi pour le plein emploi², il est prévu, entre autres, que les allocataires du RSA soient automatiquement inscrits à France Travail à partir du 1^{er} janvier 2025.

À RETENIR

Une hausse de **350 foyers allocataires** de juin 2023 à juin 2024

Sources : Caisse d'Allocations Familiales, Département de l'Isère

Définition : Le RSA, Revenu de Solidarité Active assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer.

(*La notion d'allocataire est une notion de foyer (à rapprocher par exemple des ménages au sens Insee) et non d'individu. Ainsi, compter des allocataires signifie compter des foyers constitués de personnes seules ou de plusieurs personnes (familles).

¹ En cas de très petits effectifs (Vercors, Matheysine, Oisans et Trièves), analyser des évolutions peut amener à des interprétations erronées.

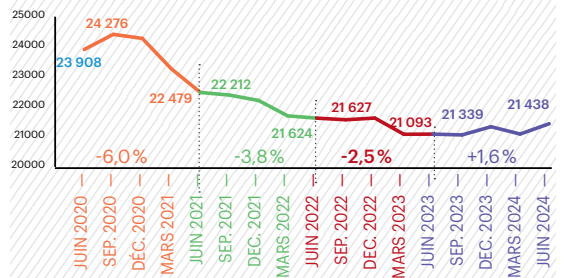
² Loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 porte l'ambition d'un emploi pour tous, à travers un accompagnement socio-professionnel renforcé des personnes qui en ont le plus besoin et une transformation du service public de l'emploi

Évolution du nombre d'allocataires entre juin 2023 et juin 2024

	juin-24	Variation sur un an
RSA	21 438	+ 1,6%
Moins de 30 ans	4 559	+ 2,5%
Plus de 50 ans	5 459	+ 0,7%
Monoparent	7 242	+ 1,1%
Personnes couvertes	43 914	+ 1,1%

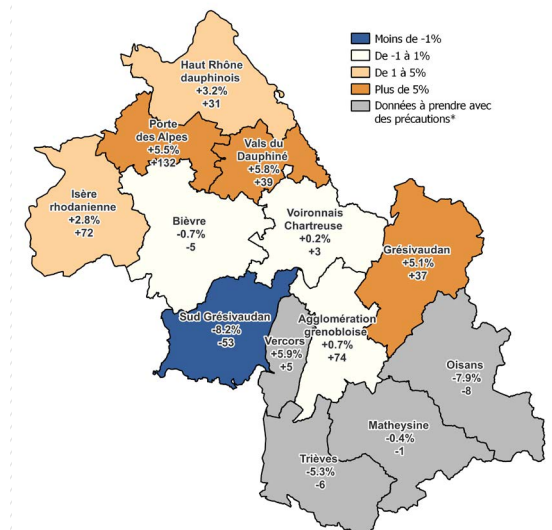
Source : ELISA - Caf de l'Isère - BE - semi consolidées - juin 2024

Évolution du nombre de foyers allocataires du RSA entre 2020 et 2024



Source : Caf de l'Isère - ELISA

Évolution du nombre d'allocataires entre juin 2023 et juin 2024



*En cas de très petits effectifs, analyser des évolutions peut amener à des interprétations erronées.

Source : CAF ELISA

Un bilan globalement satisfaisant

TOURISME | Un démarrage tardif de la saison estivale

La saison estivale iséroise 2024 a enregistré 9,7 millions de nuitées touristiques (marchandes et non marchandes), soit une baisse de -3 % par rapport à 2023. Cette baisse est principalement due à un mois de juillet difficile marqué par des conditions météorologiques défavorables.

Le mois d'août a bénéficié d'une météo plus clémente et d'un jour férié en milieu de semaine, facilitant les courts séjours et optimisant les taux d'occupation. Ce mois affiche ainsi une fréquentation proche de celle de 2023 (-1 %). Les épisodes de fortes chaleurs ont également favorisé les séjours en montagne et auprès des lacs, promesses de fraîcheur.

Les événements sportifs comme le Trail des Passerelles du Monteynard et le Triathlon de l'Alpe d'Huez participent grandement à l'attractivité du territoire durant l'été.

Au total, la clientèle française, qui représente près de deux tiers des nuitées totales (6 millions), accuse une baisse de -5 %. La fidélité des clientèles étrangères (+ 2 %), Néerlandais, Allemands et Belges en tête, a permis de maintenir un niveau correct d'activité.

Les campings et les hôtels de l'Isère comptabilisent le plus grand nombre de nuitées touristiques au cours de la saison estivale 2024 (1 million pour chacun de ces modes d'hébergement) mais accusent une baisse respective de -3 % et -4 % par rapport à 2023. Les résidences de tourisme subissent elles aussi une baisse de leur activité (-10 %). A l'inverse, le nombre de nuitées dans les gîtes de l'Isère est en hausse (+4 %), et les nuitées dans les locations de particuliers à particuliers s'envolent (+13 %).

COMMERCE TRADITIONNEL | Une évolution légèrement positive

En cumul sur les 8 premiers mois de l'année, les chiffres d'affaires du commerce de proximité augmentent légèrement sur la région grenobloise (+0,8 %), mais à un rythme moins soutenu qu'en France (+1,4 %). Toutefois les évolutions sont contrastées : tandis que les commerces de l'alimentation bénéficient d'une embellie (avec une hausse de +2,0 %), le secteur de la culture-loisirs se maintient. A l'inverse, les chiffres d'affaires des commerces de l'équipement de la personne et du foyer sont en repli (respectivement -2,0% et -2,8%).

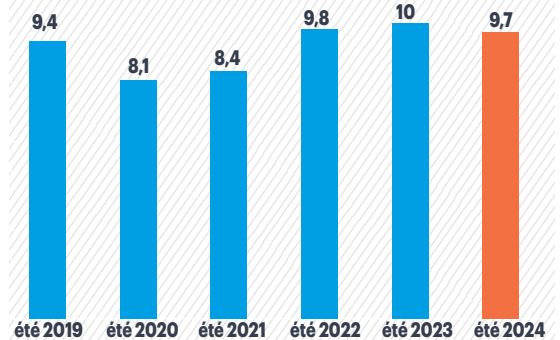
À RETENIR

9,7 millions de nuitées touristiques en été 2024

Sources : Isère Attractivité, Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble.

Pour aller plus loin : Retrouvez le bilan complet sur le site pro d'Isère attractivité : isere-attractivite.com/Observatoire

Évolution des nuitées estivales marchandes et non marchandes (en millions)

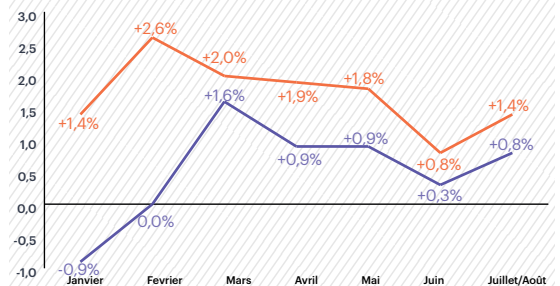


Source : Isère Attractivité – Observatoire du tourisme : Flux Vision tourisme Orange (2024)



Photo : P. Jayet

Évolution des chiffres d'affaires cumulés du commerce de détail en 2024 comparés à 2023



France 2024/2023
Région grenobloise 2024/2023

Sources : CCI de Grenoble, observatoire du commerce traditionnel indépendant (<300 m²) et Banque de France

La Filière Hydroélectrique : un fort développement dans les Alpes

FRANCE | 1^{ère} source d'électricité renouvelable

L'hydroélectricité est la deuxième source de production électrique en France (12 % du mix énergétique en 2023) après le nucléaire, et la première source renouvelable. Elle joue un rôle crucial dans l'équilibrage du réseau, assurant sa sécurité et sa flexibilité, face au développement des sources d'énergie variable. La modernisation et l'entretien du parc existant sont essentiels pour l'optimisation des centrales et leur adaptation aux nouvelles réalités environnementales.

Avec environ 26 GW installés, le pays possède l'un des plus grands parcs hydroélectriques d'Europe, concentré principalement dans les Alpes et les Pyrénées.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | 1^{er} parc hydraulique de France

En Auvergne-Rhône-Alpes, une vaste filière industrielle s'est développée autour de son parc hydraulique. Avec plus de 459 entreprises (689 établissements), la région dispose d'une expertise complète dans tous les domaines liés à l'hydroélectricité autour des principaux donneurs d'ordre : EDF, CNR, SHEM (Engie).

ISÈRE | Un centre important d'activité hydroélectrique

Dans la région, l'Isère et la Savoie représentent 65 % de la puissance hydraulique installée (3,8 et 3,9 GW). En lien avec ces installations, l'Isère concentre le plus grand nombre d'acteurs de la filière industrielle, positionnés sur l'ensemble de la chaîne de valeur (32% des entreprises), devant le Rhône (27%) et la Savoie (21%).

Parmi les 124 établissements régionaux spécialisés dans l'hydroélectricité, 26 % se trouvent dans la zone d'emplois de Grenoble, avec 2 100 emplois et un chiffre d'affaires de 1,2 Md€. Quelques grands acteurs : EDF Hydro Grenoble Alpes, le groupe Artelia, GE Hydro France.

À RETENIR

En Auvergne-Rhône-Alpes, **44 %** de la puissance hydraulique nationale
742 installations hydrauliques
 En Isère, **145** entreprises et **203** établissements
2 STEP* sur 6 en France

*STEP : Une Station de Transfert d'Énergie par Pompage est une installation hydroélectrique permettant de stocker de l'électricité en pompant de l'eau d'un bassin inférieur vers un bassin supérieur lorsque la demande électrique est faible. L'énergie est ensuite récupérée en turbinant de façon classique l'eau du bassin supérieur vers le bassin inférieur.

Source :

[Panorama sur la filière hydroélectrique en Auvergne-Rhône-Alpes](#), en partenariat avec Tenerrdis, Hydro 21et Alpes Hydro.
[Carte dynamique](#) des acteurs de la filière en région et en Isère

L'Isère se distingue également par un très fort pôle académique et de recherche autour de l'Université Grenoble Alpes (UGA) et Grenoble INP ENSE³.

La centrale de Grand'Maison (Vaujany) est la plus puissante STEP* de France, elle dispose à elle seule d'une puissance de 1,8 GW, équivalente à deux réacteurs nucléaires. Sa flexibilité permet de répondre instantanément aux pics de consommation.

9^e édition des Rencontres Business Hydro à Grenoble les 8-9 octobre 2024

- Un salon professionnel dédié à tous les acteurs de la filière de l'hydroélectricité
- **175 stands** d'exposants français, suisses et italiens,
- Plus de **2000 visiteurs**,
- Lancement des événements de célébration du centenaire de l'exposition internationale de Grenoble de 1925 consacrée à l'hydroélectricité



Remerciements aux organismes qui ont participé à l'édition de ce numéro



Directeur de publication : Joëlle SEUX
 Co-directeur : Séverine BATTIN
 ISSN 2431-241X

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises Isère
 4 Place Robert Schuman - 38000 GRENOBLE
 Tél. : 04 76 70 97 18

Département de l'Isère
 7 rue Fantin-Latour - CS 41096 - 38022 Grenoble Cedex 1
 Tél. : 04 76 00 38 38

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Isère

co-financée par :

